

Jugement N°173/19/CJ/SII/TCC
du 14 novembre 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0575

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Maurice YEDOMON

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Paul N'vènonfon BANON

C/

Clétus ZNSOU

OBJET

Païement

Débat le 08 août 2019 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé en premier et dernier ressort à l'audience publique du 14 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

Paul N'vènonfon BANON, commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, quartier Vèdoko, lot 1489, maison Célestine BAKPE, Tél : 95 41 30 99 / 97 69 62 01 représenté par Mathias BANON, comptable, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Godomey-Togoudo, commune d'Abomey-Calavi, Tél : 97 07 39 79 ;

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Clétus ZINSOU, commerçant, gérant de l'Etablissement VEPAD-BENIN, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, quartier Bidossessi, Tél : 94 28 37 38 / 62 03 43 91 ;

Non comparant ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Oui Paul N'vènonfon BANON en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 juillet 2019, Paul N'vènonfon BANON a attiré Clétus ZINSOU devant le tribunal de commerce de Cotonou, pour obtenir le remboursement de la somme de 1.450.000FCFA, le paiement de la somme de 500.000FCFA à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Au soutien de ses demandes, Paul N'vènonfon BANON expose qu'il a conclu avec Clétus ZINSOU le 10 juillet 2018, un contrat de vente des produits tropicaux en vertu duquel celui-ci revend du maïs reçu à crédit et rembourse dans un délai maximal de 21 jours ;

Qu'il lui a livré 130 sacs de maïs d'une valeur totale de 1.950.000 francs CFA soit 15.000FCFA le sac de maïs mais que Clétus ZINSOU a contesté la qualité de 30 sacs de maïs et ne lui a délivré le 26 juillet 2018 qu'une décharge portant sur 100 sacs soit 1.500.000 francs CFA ;

Que celui-ci n'a payé que 500.000 francs CFA et reste devoir, la somme de 1.450.000 francs CFA ;

Clétus ZINSOU, assigné à personne, n'a pas comparu ;

1- SUR LES PAIEMENTS SOLLICITES

Attendu que si les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, il appartient à celui qui allègue d'un fait d'en rapporter la preuve ;

Attendu qu'il est produit au dossier, la décharge du 26 juillet 2018 en vertu duquel, Clétus ZINSOU se reconnaît débiteur de Paul N'vènonfon BANON, de la somme de 1.500.000 francs CFA qu'il s'est engagé à rembourser au plus tard le 1^{er} septembre 2018 ;

Que le montant de 1.950.000FCFA évoqué par celui-ci n'est en rien justifié ;

Attendu que Paul N'vènonfon BANON reconnaît dans ses écritures avoir perçu de Clétus ZINSOU, la somme 500.000FCFA sur le montant sus indiqué ;

Qu'il s'en dégage un solde de 1.000.000FCFA ;

Qu'aucun élément du dossier n'établit que celui-ci s'est libéré de cette somme ;

Qu'il convient de le condamner à la payer ;

Mais attendu que les dommages-intérêts sollicités ne sont pas motivés ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que le présent jugement est rendu en premier et dernier ressort ;

Que la demande d'exécution provisoire est dès lors sans objet ;

Attendu que l'exécution sur minute ne peut être ordonnée que si le temps nécessaire à l'enregistrement de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Que la preuve d'une telle urgence n'est pas rapportée au dossier ;

Qu'il n'y a lieu à exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire en matière commerciale en premier et dernier ressort ;

- Condamne Clétus ZINSOU à rembourser à Paul N'vènonfon BANON, la somme de un million (1.000.000) francs CFA ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par celui-ci ;
- Dit que la demande d'exécution provisoire est sans objet ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Clétus ZINSOU aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT